



Vérifier au prononcé

Examen Périodique Universel du Mozambique

Déclaration de

S.E. l'Ambassadeur Mohamed AUAJJAR
Ambassadeur, Représentant Permanent du
Royaume du Maroc

Prononcée par

M. Amine Chabi
Ministre Conseiller

Genève, le 19 Janvier 2016

Monsieur le Président,

Je voudrais remercier Son Excellence Abdurremane Lino de Almeida, Ministre de la Justice et des Affaires Constitutionnelles et Religieuses du Mozambique pour la présentation du second rapport de son pays.

Le Royaume du Maroc salue les efforts qui ont permis au Mozambique de consolider la paix et sa stabilité politique.

Le Maroc se réjouit des efforts du Mozambique pour mettre en place des structures nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme telles que la Commission nationale des Droits de l'Homme et le Médiateur.

Le Royaume du Maroc salue la ratification par le Mozambique de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille ainsi que le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Maroc félicite le Mozambique pour ses efforts probants dans la réforme du secteur de la justice qui ont permis un élargissement de la carte judiciaire du pays, la mise en place de Cours d'appels supérieures et un meilleur accès à l'aide juridictionnelle pour près d'un demi-million de mozambicains, à travers l'Institut pour la représentation et l'assistance juridictionnelles.

Le Royaume du Maroc encourage le Mozambique à consolider ses efforts en matière de réforme de l'administration pénitentiaire. La lutte contre la surpopulation carcérale pourrait être effective moyennant le recours aux peines alternatives ainsi qu'à travers la construction de nouveaux centres pénitentiaires.

Pour conclure, le Maroc souhaiterait faire les deux recommandations suivantes:

- 1- Opérationnaliser l'institution nationale des droits de l'homme et veiller à ce que son fonctionnement soit conforme aux Principes de Paris;
- 2- Mettre en place une stratégie nationale de lutte contre la corruption afin d'éradiquer ses effets négatifs sur la jouissance des droits de l'homme.

Je vous remercie Monsieur le Président.